



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2025-4-16/2025-4-30]

Publicación quincenal

Mercredi 16 avril.

Le M23 reprend le contrôle de quatre localités perdues au Sud-Kivu. Les hostilités, marquées par l'utilisation d'armes lourdes (obus, mortiers) et légères, selon des témoignages locaux, ont duré toute la journée du 14 avril. Les localités reprises incluent Lemera, Bushaku 1, Bushaku 2 (Kalehe) et Kabamba (Kabare), où trois civils ont été tués dans le groupement d'Irhambi Katana. Des renforts du M23/AFC sont arrivés par le lac Kivu en provenance du Nord-Kivu et par voie routière depuis Bukavu et Kavumu, où des accrochages avaient opposé les belligérants le week-end précédent. Ce redéploiement fait suite à la reprise temporaire de l'aéroport de Kavumu par les Wazalendo le 13 avril, affirment des sources dans la région. Ces combats s'inscrivent dans une escalade continue malgré les négociations à Doha.

Kwango : 10 632 déplacés internes survivent dans la précarité à la mission catholique d'Ipongi, territoire de Popokabaka. Originaires des groupements Ngowa, Ikomba, Lusanga et Kasinzi, ces personnes ont fui leurs milieux de vie à la suite de l'activisme des miliciens Mobondo. Selon l'Association nationale des victimes au Congo (ANVC), aucune aide n'a été acheminée vers ces familles vulnérables depuis leur arrivée il y a cinq mois. Les familles d'accueil, elles-mêmes démunies, ne parviennent plus à subvenir aux besoins élémentaires de ces déplacés. « Les vivres, les médicaments et les abris font cruellement défaut », insiste cet acteur, appelant à un « élan de solidarité national ».

Controverse autour du débat sur l'adoption d'une constitution fédérale. Selon Olivier Kamitatu, cadre du parti politique Ensemble pour la République, le fédéralisme représente une voie réaliste et nécessaire pour construire un Congo uni, prospère et pacifique, où chaque région jouerait un rôle actif dans le destin commun. L'ancien président de l'Assemblée nationale constate que la centralisation excessive de la gouvernance freine le développement du pays, malgré ses immenses richesses naturelles et culturelles. Il souligne, que la décentralisation promise par la Constitution de 2006 est restée inefficace, les provinces dépendant toujours de Kinshasa pour leurs ressources et décisions. Face à l'échec du modèle unitaire, il propose une fédéralisation basée sur six grandes régions historiques : Orientale, Équateur, Kongo, Kasaï, Katanga et Kivu. Le porte-parole d'Ensemble pour la République, Moïse Katumbi, appuie cette idée, affirmant que ce système offrirait une autonomie constitutionnelle à chaque région, avec ses propres institutions, ressources et compétences, notamment en matière d'éducation, santé, infrastructures et développement. Il ajoute que le fédéralisme permettrait une gouvernance de proximité, adaptée aux réalités locales, tout en valorisant la diversité linguistique et culturelle du pays. Un modèle fédéral garantirait également une meilleure gestion des richesses, avec une répartition équitable des revenus : 60 % pour la région, 30 % pour l'État fédéral et 10 % pour un fonds d'égalisation. Olivier Kamitatu insiste sur le fait que ce fédéralisme ne constitue ni une menace à l'unité nationale ni un retour au passé sécessionniste, mais plutôt un projet de consolidation de l'État, inspiré de modèles comme le Canada ou l'Allemagne. **Prudence recommandée.** Le professeur Ngomabinda, auteur de plusieurs ouvrages sur le système politique et la gouvernance, soutient que le fédéralisme est la forme d'État la mieux adaptée pour la RDC. Cependant, il estime que ce débat n'est pas opportun en cette période où la partie Est du pays est sous occupation par les rebelles du

M23. Il rappelle que la Constitution de Luluabourg de 1964 et la Conférence nationale souveraine avaient déjà préconisé le fédéralisme. **Désapprobation de Lamuka.** Son porte-parole, affirme que l'échec de la gouvernance en RDC est dû à l'irresponsabilité de la classe politique, et non à la forme unitaire de l'État et attribue la situation chaotique et la pauvreté du pays à l'irresponsabilité, l'inconscience et le clientélisme des dirigeants, passés et présents.

A Beni, l'ambassadrice de Belgique en RDC dénonce l'occupation armée et l'exploitation illégale des ressources dans les Kivu. Roxane de Bilderling, a exprimé sa préoccupation face à la souffrance des populations locales : « On ne peut pas accepter qu'un pays envoie ses troupes dans un autre pays pour l'occuper, s'emparer de ses ressources et faire souffrir sa population », a-t-elle déclaré à l'issue d'une rencontre avec le gouverneur du Nord-Kivu. Les deux personnalités ont échangé sur La guerre d'occupation menée par le M23/AFC, soutenue selon les autorités congolaises par le Rwanda, les priorités humanitaires, notamment l'accès aux soins et l'aide d'urgence et les enjeux sécuritaires et infrastructurels, avec un focus sur les projets de développement dans la région.

Le gouvernement annonce la destruction des habitations construites en zones interdites pour prévenir les inondations. Cette décision a été prise lors d'une réunion présidée par le chef de l'État, en présence de la cellule de crise chargée d'évaluer la situation sur le terrain. À l'issue de la réunion, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, a révélé que le bilan des inondations causées par les pluies torrentielles des 4 et 5 avril a été révisé à la hausse : 75 décès, contre 45 annoncés et plus de 11 000 sinistrés hébergés dans quatre sites pris en charge par les autorités.

L'assemblée provinciale de l'Ituri s'oppose à une nouvelle prolongation de l'état de siège. Réunis le 15 avril, les élus de l'Ituri ont rejeté le projet de loi et demandé la levée de ce régime spécial, ainsi que la reprise des activités parlementaires. Dans leur déclaration, ils ont également appelé Kinshasa à régler leurs émoluments. À défaut, ils envisagent d'organiser des actions de grande envergure dans les cinq territoires de l'Ituri. Des sources du gouvernorat ont toutefois indiqué que les autorités provinciales avaient procédé, le 15 avril, au paiement des émoluments des députés provinciaux et des frais de fonctionnement pour le mois de janvier, estimés à environ 1 154 000 000 FC. Le président de l'assemblée provinciale a confirmé cette information, précisant qu'il s'agissait des émoluments versés par le Gouvernement congolais. Il a ajouté que son institution continue de réclamer la part due par le gouvernement provincial, issue des ressources mobilisées localement.

Jeudi 17 avril.

Premier tête-à-tête entre Félix Tshisekedi et Faure Gnassingbé, médiateur de l'UA dans la crise de l'Est de la RDC. Cette visite, qualifiée de prise de contact entre les deux dirigeants, n'a donné lieu à aucun communiqué. Le président togolais a également été reçu ce même mercredi par le président angolais Joao Lourenço qui est en même temps président de l'Union africaine. La rencontre a eu lieu à Luanda. Au centre de leur échange, les efforts visant à restaurer la paix, la stabilité et la sécurité dans l'est de la RDC. La nomination du Président Faure Gnassingbé intervient à un moment critique, après l'échec des négociations directes entre le gouvernement de la RDC et le groupe rebelle M23, qui s'est retiré des pourparlers prévus en mars à Luanda. Le choix de M. Faure Gnassingbé reflète la confiance de l'UA dans sa capacité diplomatique et dans l'engagement du Togo en faveur de la stabilité régionale.

Malgré les injonctions du Conseil de sécurité et les sanctions prises, les combats se poursuivent dans l'Est de la RDC (Huang Xia). Ce constat a été fait mercredi 16 avril à la 9 899^e séance du Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation dans la région des Grands Lacs par Huang Xia, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Région des Grands Lacs. « En dépit des déclarations d'intention, le cessez-le-feu n'est donc toujours pas effectif, les violations du droit international et des droits de l'homme persistent, et la crise humanitaire ne cesse de s'aggraver, tant en RDC que dans certains pays voisins, notamment au Burundi, en Ouganda et au Rwanda, qui ont vu une augmentation du nombre de nouvelles personnes en provenance de la RDC et fuyant les combats. Cette sombre réalité nous oblige et devrait nous inviter à redoubler d'efforts pour voir comment, collectivement, nous pouvons transformer les récentes avancées politiques et diplomatiques en un mouvement irréversible vers la paix », a recommandé Huang Xia. Selon lui, il est important que les parties fassent preuve de bonne foi et soient disposées à faire des compromis lors des négociations pour une résolution durable du conflit en cours dans l'Est de la RDC. Pour lui, les négociations politiques devraient se traduire rapidement par une transformation favorable des réalités sur le terrain, tant attendue par les populations, en particulier par les femmes de Goma, de Bukavu, de Béni, qui veulent que les armes se taisent et que l'aide humanitaire leur parvienne sans entrave.

Suspension du transport ferroviaire de passagers par la SNCC entre Kisangani-Ubundu depuis 5 ans. Selon le directeur intérimaire de la SNCC, cette situation découle des difficultés structurelles persistantes auxquelles fait face l'entreprise publique, particulièrement dans la région de Kisangani. Opérationnelle depuis l'époque coloniale (1904), la SNCC/Kisangani a perdu son dynamisme d'antan. Le matériel roulant et les infrastructures n'ont pas connu de renouvellement, conduisant à l'arrêt complet du trafic, voyageurs, en 2019. Les wagons hors d'usage restent

immobilisés dans les dépôts de la société. L'entreprise fait face à plusieurs défis, notamment, la pénurie de matériel roulant : Seules deux des quatre locomotives acquises en 2016 restent opérationnelles. Les deux autres, vandalisées, ont été démantelées pour récupérer des pièces détachées, selon directeur intérimaire. Évoquant la dégradation des voies, il souligne que la ligne de 125 km, envahie par la végétation et affectée par l'érosion, oblige les convois marchandises à circuler à une vitesse réduite (5 km/h), nécessitant 24 à 36 heures pour parcourir la distance. Un contraste frappant avec la vitesse historique de 25 km/h.

Conflit dans l'est de la RDC: dans les zones qu'il contrôle, l'AFC/M23 veut encadrer la présence de la Monusco. Alors qu'en janvier dernier, les casques bleus de la Monusco ont pris part aux combats pour tenter d'empêcher la prise de la ville de Goma, par les combattants de l'AFC/M23, ce dernier considère aujourd'hui la mission onusienne comme une force vaincue. Face à l'avancée des combattants du mouvement politico-militaire soutenu par Kigali, la Monusco avait en effet activé une opération baptisée Springbok III comprenant notamment une force d'intervention rapide, un bataillon de réserve, un bataillon de déploiement rapide, des forces spéciales et une batterie d'artillerie. Le dispositif n'avait toutefois pas permis d'arrêter l'AFC/M23, les affrontements entre les deux camps ayant par ailleurs fait trois morts et 37 blessés parmi les casques bleus. Le rapport de force entre eux s'étant aujourd'hui inversé, l'AFC/M23, qui surveille et limite déjà étroitement les mouvements de la Monusco, entend désormais obtenir de sa part la signature d'un accord redéfinissant sa présence dans les zones sous son contrôle. Seul problème : actuellement, la Monusco est, pour sa part, dans l'incapacité d'accéder à cette demande. Pour pouvoir engager une interaction formelle avec un groupe armé sous sanctions, celle-ci doit effectivement être en possession d'une autorisation spécifique issue d'une révision de son mandat par le Conseil de sécurité, ce qui n'a pas encore été fait à ce jour. (RFI)

Interpellation de 31 présumés voleurs par la police nationale à Bunia. Cette opération de bouclage, menée en collaboration avec les services de renseignements, s'est déroulée dans les quartiers Lembabo, Sukisa, Bankoko et Dele. L'objectif de cette intervention était de démanteler les groupes criminels responsables de la recrudescence de l'insécurité dans la ville. Parmi les interpellés figurent des bandits de grand chemin armés d'armes blanches ainsi que des consommateurs de chanvre. La police urbaine précise avoir récupéré plusieurs objets volés.

250 enseignants retraités du Sud-Kivu impayés depuis deux mois en raison de la fermeture des banques, à la suite de l'occupation de Bukavu par les rebelles de l'AFC/M23 soutenus par le Rwanda. Le non-paiement de la pension des retraités aggrave davantage la vulnérabilité de ces personnes. Cette situation touche particulièrement les enseignants retraités affiliés à la TMB, succursale de Bukavu.

Vendredi 18 avril.

Global Witness accuse le négociant européen Traxis d'acheter les minerais issus des zones de conflit en RDC, notamment la région de Rubaya au Nord-Kivu. Selon Global Witness, 280 tonnes de coltan ont été achetées auprès du Rwanda en 2024 par cette entreprise européenne, qui pèse plusieurs milliards de dollars et dont le siège social est situé au Luxembourg. Traxys était l'acheteur quasi exclusif du coltan vendu par l'exportateur de minerais rwandais, African Panther Resources Limited. L'enquête renseigne que l'un des négociants, qui acheminent illégalement du coltan de Rubaya (RDC) vers le Rwanda, a déclaré à Global Witness que le M23 exigeait une taxe de 15 % sur le prix de vente. Le M23 a profité du coltan extrait à Rubaya depuis début 2024 en contrôlant une voie de transport majeure et en prenant le contrôle total des mines de la région, qui produisent environ 15 % du tantale mondiale. Traxys et African Panther, de leurs côtés, ont rejeté chacune toutes les accusations affirmant vérifier l'origine du coltan qu'ils achètent en considérant la proportion de tantale et de niobium, deux éléments du coltan.

L'émissaire de la Maison Blanche exige le retrait des troupes rwandaises de l'Est de la RDC. Massad Boulos, conseiller principal du président américain Donald Trump pour l'Afrique, a déclaré : « Le conflit dure depuis trop longtemps, plus de 30 ans. Il est temps d'y mettre fin. » Il a souligné que l'administration Trump « envisage tous les moyens économiques et diplomatiques pour promouvoir la paix » en RDC et dans la région des Grands Lacs. Les déclarations fortes de ce diplomate intervient peu après que le pays de l'Oncle Sam a pris des mesures contre certains dirigeants rwandais impliqués dans le soutien militaire de Kigali aux rebelles du M23.

Lancement des travaux cartographiques du recensement général de la population. La cartographie constitue une étape essentielle dans le processus du recensement, permettant de découper les zones de dénombrement qui seront assignées aux agents recenseurs, afin d'éviter les omissions et les doubles comptages. La Cheffe du Gouvernement a rappelé que ce projet lui tient à cœur depuis l'époque où elle dirigeait le ministère du Plan, avant son accession à la Primature. « En dépit de l'agression injuste de notre pays et de l'occupation par le Rwanda et ses supplétifs du M23 de quelques villes et localités dans l'Est du pays, le Gouvernement reste déterminé à mettre en œuvre son Programme d'Actions. Et je voudrais vous rassurer que cette détermination demeure sans faille », a-t-elle déclaré. Elle a précisé que la phase pilote des opérations de cartographie concernera d'abord trois sites : la commune de Kasa-Vubu, à Kinshasa, le territoire de Bulungu, dans la province de Kwilu, la ville de Tshikapa, dans la province de Kasai. Ces travaux devraient

s'achever en juin, avec la publication d'un rapport. En juillet prochain, les travaux cartographiques du recensement s'étendront à l'ensemble du territoire, avant la phase de dénombrement exhaustif ou recensement proprement dit.

La RDC se dote d'un Comité national de mise en œuvre des sanctions financières ciblées. Placé sous la tutelle du ministre des Finances, le Comité national de mise en œuvre des sanctions financières ciblées (CONASAFIC) a pour mission de mettre en œuvre les sanctions financières ciblées liées au financement du terrorisme et à la prolifération des armes de destruction massive. Ces sanctions portent essentiellement sur le gel des avoirs. Cette structure a également reçu mandat d'émettre des avis sur le dégel et les mesures restrictives, ainsi que de mettre à jour les outils nécessaires à la compréhension et à l'application effective des sanctions financières ciblées. Cet engagement prend tout son sens dans le contexte sécuritaire actuel de la RDC, marqué par la prolifération des groupes armés et terroristes, et aggravé par l'agression barbare du Rwanda qui alimente davantage les groupes rebelles actifs dans l'Est du pays.

"Tous les militaires de Moba doivent être remplacés" (Caucus de députés provinciaux). Les députés provinciaux élus de Moba accusent les militaires des Fardc d'ériger des barrières pour rançonner la population. Ils ont fait savoir que des barrières étaient placées sur l'axe Moba-Pweto et sur d'autres axes routiers. Ils demandent la suppression de ces barrières et le remplacement de tous ces militaires par d'autres.

Est de la RDC: malgré des blocages, les discussions entre Kinshasa et l'AFC/M23 avancent à Doha. À Doha, les discussions entre le gouvernement congolais et le mouvement armé AFC/M23 entrent dans une phase délicate. Depuis quatre jours, il n'y a plus aucun échange direct autour de la table : Les contacts se font uniquement à travers les équipes de la médiation. L'un des points de blocage portait sur la nature du conflit. L'AFC/M23 insiste pour que son cas soit traité séparément du différend entre la RDC et le Rwanda. Kinshasa, au contraire, considère que l'AFC/M23 est un relais de Kigali sur le territoire congolais. Ce débat a occupé plusieurs jours, mais selon nos sources, des avancées ont eu lieu, car des concessions ont été faites de part et d'autre. Un document commun est désormais en préparation, d'après les sources de RFI. S'agira-t-il d'un simple rapport interne ou d'un communiqué final ? Faudra-t-il parler d'un « accord de cessez-le-feu » ? Enfin, l'un des points les plus sensibles reste celui des « mesures de confiance » à mettre en œuvre. Celles-ci seraient destinées à matérialiser les engagements sur le terrain. « C'est un processus toujours fragile, mais encore actif », note avec espoir un diplomate occidental qui suit ces discussions. (RFI)

Masisi : 77 178 déplacés en deux jours suite à la persistance des combats. Les affrontements se sont intensifiés dans les groupements Buabo et Banyungu, dans la zone de santé de Masisi. Ces combats opposent des groupes armés locaux, dans un contexte de rivalités persistantes pour le contrôle des territoires et des axes stratégiques. Le 11 avril, 30 000 autres personnes, issues de 5 000 ménages, ont été forcées de quitter les villages de Kilambo, Bulwa, Butambo et Kihuma.

Samedi 19 avril.

Conseil du travail : Félix Tshisekedi demande de privilégier des travailleurs les plus vulnérables concernant l'augmentation du SMIG. « En ce qui concerne l'augmentation du SMIG, celle-ci devrait avant tout bénéficier aux travailleurs les plus vulnérables dont les revenus actuels ne permettent pas de couvrir les besoins essentiels, car ce sont eux qui subissent le plus durement les effets de la précarité. Cette session doit déboucher sur des attentes concrètes, réalistes et applicables, notamment pour renforcer le pouvoir d'achat des travailleurs et travailleuses, garantir leur dignité, encadrer de manière équitable l'emploi des étrangers et consolider notre protection sociale dans un esprit de justice et de solidarité ainsi que d'équité », a déclaré le Chef de l'Etat. Il a rappelé que l'emploi demeure le socle prioritaire de son mandat, la clé de voûte de la paix sociale, le moteur du développement, le garant d'une justice inter-générationnelle véritable. Les attentes de nos concitoyens sont immenses, et à juste titre. Nous devons y répondre avec clarté et courage.

Joseph Kabila séjourne à Goma dans un contexte de controverse. Joseph Kabila, a franchi la frontière entre la RDC et le Rwanda, via le poste-frontière de la "Grande barrière", reliant les villes de Gisenyi (Rwanda) et Goma (RDC). Le 8 avril dernier, dans une lettre adressée à Jeune Afrique, Joseph Kabila avait annoncé son retour en RDC après six ans de silence, une année d'exil et face à la détérioration de la situation sécuritaire. Le président Félix Tshisekedi avait accusé son prédécesseur d'alimenter la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC en soutenant l'Alliance du Fleuve Congo (AFC), un mouvement rebelle appuyé par le Rwanda. Dans une interview accordée à la presse sud-africaine, Joseph Kabila a rejeté ces accusations, demandant au président Tshisekedi de fournir des preuves pour étayer ses propos.

Ituri : des centaines de maisons détruites après des bombardements de l'armée ougandaise dans le groupement Arr. Selon des sources sécuritaires, ces frappes, durent depuis une semaine. Trois villages du groupement d'Arr sont aujourd'hui quasi-déserts : Mbuchama, Buchu et Kana, des localités d'où provenaient des miliciens de la Codeco qui ont affronté les troupes de l'UPDF en mars dernier, dans la région de Fataki. 64 maisons endommagées à Mbuchama et

Buchu, et 62 autres à Kana. Un camp militaire des Fardc également touché. La société civile locale dénonce la mauvaise coordination des opérations et appelle au respect du droit humanitaire international.

Equateur : 143 morts à la suite de l'incendie d'une embarcation sur le fleuve Congo et des dizaines d'autres sont toujours portées disparues. Lorsque dans l'embarcation, "une femme a allumé la braise pour faire la cuisson. Le carburant qui était non loin de là a explosé, tuant de nombreux enfants et des femmes". Le nombre total des passagers qui étaient à bord de l'embarcation n'est pas connu, mais il était estimé à "des centaines".

Maniema : l'ICCN réhabilite 68 km de routes dans la zone tampon du parc national de la Lomami. Les routes réhabilitées comprennent 56 km sur l'axe Dingi-Bafundo, 6 km sur l'axe Dingi-Tshombekilima et 6 km sur l'axe Dingi-Lukando. Avant la remise officielle, un contrôle technique d'évaluation a été effectué pour s'assurer de la qualité des travaux. Selon le directeur provincial de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), le coût global de ces travaux s'élève à plus d'un million de dollars américains. Cette réhabilitation a transformé des sentiers impraticables en routes en terre battue carrossables, facilitant ainsi la circulation des biens et des personnes. Un comité local d'entretien routier a été mis en place pour assurer la maintenance régulière de ces routes.

La société civile plaide pour des réformes minières et des sanctions contre les « pilleurs » des minerais pour un retour définitif de la paix. « Au niveau régional, on a estimé qu'il y a une justice économique qu'il faut restaurer, ainsi qu'une justice pénale. Parce qu'on s'est rendu compte qu'il y a une économie criminelle qui se développe tout autour de notre pays, au niveau des différentes frontières qui nous entourent », a indiqué le modérateur principal du Comité de crise pour la paix et la sécurité (CCPS –RDC) Ainsi, il a plaidé pour une « diplomatie citoyenne », dans l'objectif, dit-il, d'obtenir des sanctions sévères à l'encontre de « tous les pilleurs » de la RDC « qui s'aventurent à tuer des citoyens pour obtenir des minerais ». « Il faut même aller plus loin pour obtenir des embargos sur l'exportation de certains minerais qui quitteraient le Rwanda et d'autres pays voisins », a-t-il martelé. Pour sa part, la représentante de l'ambassade d'Allemagne en RDC pour l'activité, a encouragé la société civile « à porter haut les idées et les recommandations concertées qui ont été discutées ». « Les ressources minières de la RDC sont sans aucun doute un grand trésor, qu'il convient d'exploiter pour promouvoir le développement des provinces et du pays. La participation de la société civile aux efforts d'amélioration de cette exploitation est importante », a-t-elle expliqué. (Actualité.CD)

Dimanche 20 avril.

La RDC et les États-Unis négocient un futur accord minier. Il ne s'agit pas encore d'un contrat signé, mais d'un cadre en discussion, destiné à attirer davantage d'investissements américains dans le secteur minier congolais. L'objectif de ce deal entre la RDC et les États-Unis, est de permettre à des entreprises américaines d'investir dans l'exploitation minière congolaise, mais aussi dans les infrastructures nécessaires, comme les routes, chemins de fer, barrages et l'énergie. Le gouvernement américain ne gère pas directement les mines, mais facilite les investissements via des institutions comme la DFC ou la banque EXIM. Les États-Unis insistent sur un partenariat « gagnant-gagnant », respectueux des lois locales et internationales, notamment en matière d'environnement, de travail et de lutte contre la corruption. **La Chine bien implantée en RDC.** Mais ce projet arrive dans un contexte particulier. La Chine est aujourd'hui le premier partenaire commercial de la RDC. Elle représente plus de la moitié des exportations congolaises, et près de la moitié des importations. Elle domine largement le secteur minier. Dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, des entreprises chinoises sont aussi régulièrement accusées d'exploiter l'or et d'autres minerais dans l'illégalité, souvent en lien avec des réseaux de contrebande. Reste à savoir comment les États-Unis comptent s'insérer dans ce paysage complexe, notamment dans des zones instables. Sur ce point, Washington reste discret. (RFI)

Lubero : 253 cas de viol documentés depuis janvier 2025, selon l'ONG « Rien sans les femmes ». L'ONG « Rien sans les femmes », tire la sonnette d'alarme face à la montée des cas de viols sur des femmes et des jeunes filles à Lubero-centre, dans le territoire de Lubero, province du Nord-Kivu. Ces chiffres concernent uniquement les victimes qui ont eu le courage de se rendre dans des hôpitaux pour recevoir des soins. Elle révèle que ce nombre est probablement bien en deçà de la réalité, car de nombreuses victimes n'osent pas dénoncer leurs agresseurs par peur de représailles ou de stigmatisation. Le territoire de Lubero, comme d'autres zones du Nord-Kivu, est confronté à une insécurité persistante en raison de la présence de groupes armés. Cette instabilité expose les femmes et les jeunes filles à des violences sexuelles, souvent utilisées comme arme de guerre. Les organisations locales, comme « Rien sans les femmes », continuent de plaider pour une réponse urgente des autorités afin de protéger ces populations vulnérables.

La Monusco finance un projet de réhabilitation et d'équipement d'une école pour promouvoir l'éducation des jeunes filles à Beni. La mission onusienne en RDC, finance un projet de réhabilitation et d'équipement de six salles de classe à l'institut Mabasele de Ngite, situé à 15 km de Beni, dans le Nord-Kivu. Cette initiative vise à promouvoir l'éducation des jeunes filles, afin de garantir leur autonomisation, et à renforcer la collaboration au sein de la communauté.

Kinshasa : au moins 15 femmes formées à l'entrepreneuriat. Ces femmes, réunies au sein de l'association dénommée Les Mbwetete (les étoiles en français), ont bénéficié, le 19 avril, d'une formation sur l'entrepreneuriat dans la commune de Limete, à Kinshasa. « Nous avons voulu que ces femmes apprennent comment se développer, soutenir leurs maris et apporter une valeur ajoutée à leurs foyers respectifs. Grâce à ce type de formation, elles peuvent mieux comprendre les défis financiers à surmonter. » L'initiateur de cette association, Mgr Mununu, évêque de Kikwit, décédé il y a deux ans, militait activement pour faire des femmes des ambassadrices des bonnes manières et du changement de mentalité.

Des étudiants bloqués à Bukavu à la suite de la guerre. Une centaine d'étudiants de différents universités et instituts supérieurs sont bloqués à Bukavu (Sud-Kivu), à la suite de la guerre. Ces étudiants étaient retournés à Bukavu fuyant l'offensive des rebelles AFC-M23, soutenus par le Rwanda, qui ont fini par occuper cette ville. Aujourd'hui, la RN5 est doublement assiégée de part et d'autre par les rebelles AFC-M23 et les Wazalendos qui les combattent aux cotés des Fardc ainsi que les troupes de l'armée burundaise. Ces étudiants se déclarent dans l'incapacité de regagner leurs institutions d'enseignement supérieur et universitaire. Ils appellent à l'intervention du Gouvernement de la République.

La police annonce l'arrestation de 70 présumés bandits à Bunia, à la suite d'une opération de bouclage lancée depuis environ une semaine. Ces présumés bandits ont été appréhendés avec des armes blanches, cinq motos, des téléviseurs et une quantité importante de chanvre. Parmi eux, figurent des évadés de prison et d'anciens détenus bénéficiaires de la grâce présidentielle. Le commandant de la police de Bunia indique que l'opération de bouclage se poursuit dans d'autres quartiers de la ville. Il appelle la population locale à faire confiance à la police.

Après le retour annoncé de Kabila à Goma, Kinshasa prend une série de mesures contre lui et ses proches, en engageant notamment des poursuites judiciaires contre l'ancien président et la saisie de ses biens. Le gouvernement l'accuse de « haute trahison » pour son implication présumée dans l'agression rwandaise à travers le groupe rebelle AFC/M23. Dans un communiqué à la tonalité grave, le ministre de la Justice assure avoir donné des injonctions au procureur général près la Cour de cassation ainsi qu'à l'auditeur général des forces armées pour engager des poursuites contre Kabila et ses « complices ». Parmi les mesures demandées : la saisie de tous ses biens et la restriction de déplacement des cadres de son parti le PPRD, bras politique du Front Commun pour le Congo (FCC). Le ministre chargé de l'Intérieur, a pour sa part suspendu toutes les activités du PPRD, accusant le parti d'un « silence complice » et dénonçant « l'activisme avéré » de l'ancien président dans le conflit en cours. (RFI)

Lundi 21 avril.

Des combattants Wazalendo accusés d'infliger des traitements dégradants aux voyageurs sur la RN4 (Tshopo). Le 19 avril, vers 21 h, à environ 26 km sur la RN4, sur l'axe Kisangani-Ituri, alors qu'ils revenaient d'Isiro (Haut-Uélé), les passagers d'un bus, ont été interceptés, passés à tabac et dépouillés de leurs biens par ces hommes armés. Les victimes expliquent qu'elles tentaient de rejoindre une barrière située à approximativement 23 km de Kisangani, où elles comptaient passer la nuit avant de poursuivre leur route le lendemain matin. En plus de l'argent exigé, certains passagers ont été battus sans motif, et des femmes ont été dénudées. Les voyageurs affirment que les auteurs de ces actes justifient leur présence par la nécessité d'assurer la sécurité de la route et de protéger la ville contre les infiltrations de rebelles. Ils procèdent à des vérifications d'identité et exigent de l'argent sous la menace, ce qui traumatise les passagers.

La Cellule d'analyse des indicateurs de la primature dénonce l'usage du shilling ougandais en Ituri, à l'issue d'une mission en Ituri du 14 au 17 avril. Cette situation menace la souveraineté nationale incarnée par le franc congolais, monnaie officielle et symbole d'unité et d'identité nationale et déplore que certains services publics utilisent le shilling ougandais au lieu du franc congolais, ce qui est contraire à la loi en RDC et nuit à la stabilité économique nationale. Il appelle à des mesures incitant tous les services publics à payer leurs agents en franc congolais et à exiger le paiement des taxes et impôts en monnaie nationale afin de renforcer l'usage du franc dans les échanges commerciaux. La proximité géographique avec l'Ouganda favorise les échanges commerciaux et la circulation du shilling, qui est utilisé couramment dans les marchés et même pour les paiements des services publics, au détriment du franc congolais.

Si la suspension du PPRD aboutit à sa dissolution, il y aura des conséquences sur la crise actuelle au pays. « Si le PPRD venait à être dissout, cela ne favoriserait pas la décrispation de la crise, mais la complexifierait davantage. De nombreuses personnes pourraient rejoindre la rébellion ou partir en exil. Cette mesure ne résolve pas directement le conflit », analyse Josaphat Musamba. **Contexte de la suspension.** Le ministre de l'Intérieur a suspendu les activités du PPRD, dirigé par l'ancien président Joseph Kabila, sur l'ensemble du territoire national. Il a dénoncé l'« attitude ambiguë » de Joseph Kabila face à l'occupation d'une partie du territoire national par l'armée rwandaise et les rebelles de l'AFC/M23.

En 100 ans d'existence, le parc des Virunga confronté aux défis structurels liés à l'insécurité et à la spoliation.

« Pendant ses 100 ans d'existence, le parc a réussi à préserver ses 218 espèces de mammifères, dont une population d'environ 350 gorilles de montagne sauvages, symboles de sa création en 1925 », précise l'ICCN. L'ICCN rapporte cependant qu'aujourd'hui, ce parc centenaire est confronté à des défis sans précédent. Sur ses 8 000 km² de superficie, seuls 3 000 km² sont activement protégés. Une vaste portion du parc et de ses environs se trouve en zone occupée par les rebelles du M23 depuis plusieurs mois, en plus de l'activité d'autres groupes armés qui utilisent le parc comme bastion, exacerbant les violences. Parallèlement, le parc subit une explosion démographique, avec près de 4 à 5 millions d'habitants dans les zones riveraines. Cette pression humaine entraîne une surexploitation des écosystèmes via l'agriculture, l'implantation de villages illicites et la pêche non réglementée.

Le BNUDH note une augmentation des violations des droits de l'homme en février. Les violations documentées par le BNUDH ont fait 1 205 victimes, un chiffre en hausse de 47 % par rapport au mois précédent. Parmi les victimes, on compte 752 hommes, 263 femmes, 107 enfants et 83 individus de genre et âge inconnus. Cette augmentation est attribuée à l'intensification des conflits armés dans l'Est du pays, mais également à une recrudescence des arrestations et détentions arbitraires dans les provinces non affectées par les conflits. Le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri restent les zones les plus affectées. Dans ces provinces, les violations incluent des exécutions sommaires, des violences sexuelles, des enlèvements et des attaques contre des civils. Les groupes armés, notamment le M23, les ADF et la CODECO, sont les principaux responsables, mais les forces étatiques, comme les FARDC, sont également pointées du doigt.

Béatification de Floribert Bwana Chui : les dates et lieux révélés. Mgr. Willy Ngumbi, évêque du diocèse de Goma, a annoncé les dates et lieux de la béatification de Floribert Bwana Chui Bin Kositi, martyr de l'honnêteté et de l'intégrité morale. La cérémonie se tiendra en deux temps : le 15 juin 2025 à Rome, puis le 8 juillet 2025 à Goma, dans la province du Nord-Kivu. Floribert Bwana Chui est reconnu comme martyr de l'honnêteté et de l'intégrité morale. Jeune douanier, âgé juste de 26 ans, il avait été tué à Goma le 7 juillet 2007 pour avoir bloqué le passage de denrées alimentaires avariées, nocives pour la santé publique. En ce jour du 7 juillet 2007, Floribert est enlevé et tué. Tandis qu'il sort d'un magasin, on l'oblige à monter dans une voiture. Les tentatives de recherche ne permettront de le retrouver. Deux jours plus tard, à midi, un homme à moto l'aperçoit sans vie. Son corps porte les marques de violences.

Décès du Pape François: "les Congolais garderont de lui un souvenir impérissable de son héritage spirituel et une attention spéciale à la RDC invoquant la paix et la réconciliation pour notre nation" (Félix Tshisekedi). Après 12 années à la tête de l'Eglise catholique universelle, le Pape François est décédé ce lundi 21 avril 2025 à l'âge de 88 ans. Jusqu'à ses derniers instants, a rappelé Félix Tshisekedi, il a porté haut les valeurs évangéliques, invitant l'humanité à bâtir un monde de concorde et de solidarité. À l'en croire, ses prières ferventes, notamment lors de ses messages Urbi et Orbi, ont toujours porté une attention spéciale à la RDC, invoquant la paix et la réconciliation pour notre nation. Sa visite apostolique à Kinshasa, du 31 janvier au 3 février 2023, demeure un moment historique, empreint d'espérance et de communion. À cette occasion, son cri prophétique, « Retirez vos mains de l'Afrique, retirez vos mains de la RDC », a retenti comme un appel puissant à la justice et à la souveraineté, gravé à jamais dans la mémoire collective du peuple congolais", a ajouté Tshisekedi. Le décès du pape François à l'âge de 88 ans suscite une vive émotion en RDC, où le pape laisse le souvenir d'un engagement sans faille pour la paix, la justice sociale et la dignité humaine. (Actualité.CD)

Mardi 22 avril.

L'OMS remet 3,3 tonnes de médicaments pour lutter contre le choléra dans la Tshopo. Depuis mars dernier, les zones de santé de Lowa, Wanierukula, Yakusu et Makiso-Kisangani ont enregistré 500 cas cumulés, dont 44 décès, soit une létalité globale de 9 %. L'épidémie s'est étendue récemment à Basoko et Opala, selon les autorités sanitaires. Ce don, composé de kits choléra, vise à renforcer la prise en charge curative dans les zones affectées. *Stratégie de riposte.* Le plan provincial de riposte inclut également la sensibilisation communautaire sur la prévention, l'hygiène et l'assainissement, l'amélioration des prélèvements biologiques pour une surveillance épidémiologique renforcée et l'appui technique aux équipes locales par des experts déployés dans les provinces touchées.

Un réseau de présumés voleurs de câbles de la SNEL démantelé à Kambove. Le groupe cible les cabines électriques: après avoir brisé les cadenas, ils coupent le courant en moins de 20 minutes. Opérant sous couvert de l'obscurité, ils escaladent les poteaux pour sectionner les câbles, privant ensuite des quartiers entiers d'électricité. Des enquêtes sont en cours pour tracer la filière de revente des métaux volés.

Huit cas d'anthrax dont 1 décès enregistrés au Nord-Kivu. Selon le ministère de la santé, une cinquantaine de carcasses d'hippopotames et deux du buffle ont été retrouvées flottant sur les eaux du lac Édouard dans le Parc national des Virunga. Il signale par la suite que 2 hippopotames, 1 buffle et 4 vaches (dont 2 carcasses signalées en Ouganda, au

parc Queen Elizabeth) ont été affectés par cette maladie. Le ministère dit prendre des mesures et dispositions pour mettre à l'abri les populations environnantes du parc. Il affirme qu'il poursuit la recherche au moyen des drones, des autres animaux morts et malades. Les autorités provinciales du Nord-Kivu ont publié un communiqué jeudi dernier appelant la population riveraine à ne pas consommer de la viande des hippopotames pour éviter la contamination. L'anthrax appelée aussi « maladie du charbon » est causée par une bactérie sporulante et touche principalement les animaux. Les humains peuvent contracter la bactérie par contact avec un animal infecté ou leurs cadavres, mais peuvent également se transmettre à l'homme, particulièrement par la consommation de viande contaminée. (**Actualité.CD**)

Tshopo : lancement de l'identification d'engins motorisés. Cette opération concerne tous les engins motorisés, en commençant par les véhicules des institutions publiques, des sociétés privées, des organisations diverses avant de se clôturer par les particuliers. Même les motos en sont concernées. Avant d'être orienté vers le contrôle technique, chaque véhicule identifié est doté d'une puce électronique et d'une carte d'identification.

La Faculté de médecine de l'UNIKIN dotée d'un centre de formation en oxygénothérapie. Ce centre de formation est le fruit du partenariat entre l'ONG américaine PATH et la faculté de médecine de l'Université de Kinshasa. Il a pour objectif de former les professionnels de la santé ; à savoir : les médecins, infirmiers, étudiants et autres chercheurs, à l'utilisation efficace de l'oxygène médical pour améliorer la prise en charge des patients. Et c'est dans ce contexte que ce partenariat entre le PATH et les autorités sanitaires a produit le centre de formation des professionnels de santé à la faculté de médecine de l'Université de Kinshasa, pour une prise en charge efficiente des patients.

L'Évêque de Bunia appelle les Ituriens à devenir des artisans de paix. « Les jeunes ayant pris des armes dans le territoire de Djugu et d'Irumu sont vos frères. Vous devez continuer à prier pour eux et à les conseiller afin de les amener à cesser avec les violences. », a prêché Mgr Dieudonné Uringi. Pour Mgr lui, la fête de Pâques doit être une occasion pour se remettre en question afin de devenir des artisans de paix. Il a également conseillé les fidèles catholiques et autres habitants de cette province de travailler pour le retour de la paix dans cette partie du pays.

Mercredi 23 avril.

Djugu : un décès sur au moins 30 cas suspects de peste en trois mois à Rety. D'après le médecin chef de la zone de santé de Rety, la résurgence de cette maladie est liée au climat actuel marqué par le retour des pluies, favorisant la reproduction des rats porteurs de puces vectrices de la maladie. Il appelle ainsi la population à renforcer les mesures d'hygiène. Il explique que les patients présentent des toux avec des crachats teintés de sang, des douleurs thoraciques et respiratoires, ainsi que de fortes fièvres, des céphalées, une fatigue généralisée et des douleurs musculaires.

Plus de 1000 ex-combattants recevront des cartes de démobilisation, annonce le PDDRC-S à Lubero. « Ces cartes de démobilisation sont essentielles, car elles permettront à ces ex-combattants de participer à des projets de réinsertion et de réintégration communautaire. Pour eux, c'est un document symbolique qui atteste de leur liberté. Parmi les étapes, il y a aussi la signature d'un acte d'engagement à ne plus rejoindre de groupes armés et à rester fidèles à la patrie. Nous avons besoin de l'implication de tous pour consolider la paix en RDC », a expliqué Mme Lumba.

Décès du pape François : l'évêque de Butembo-Beni salue un pasteur courageux et proche des humbles. « Il a annoncé l'évangile jusqu'au bout, même dans sa grande souffrance. Il a tenu à ne pas manquer son rendez-vous de Pâques, son message à la ville de Rome et à l'Église tout entière... Nous avons appris qu'il est allé voir des prisonniers, où il a passé 30 minutes, malgré son état de santé fragile. Peut-être même sans leur parler, comme il l'a fait il y a une semaine lorsqu'il a fait un tour dans la basilique, bénissant les fidèles dans le silence, une marque de la proximité qu'il a toujours eue en tant que bon pasteur », a déclaré Mgr Melchisédech Sikuli Paluku. L'évêque invite les autres pasteurs à s'inspirer de l'exemple du pape François, notamment son abnégation et son attachement aux plus vulnérables.

L'UNADI salue l'engagement d'Yves Kahwa pour la paix en Ituri. L'Union des associations culturelles et du développement de l'Ituri (Unadi) a exprimé, le 22 avril, sa satisfaction face à l'engagement d'Yves Kahwa Panga Mandro, ancien seigneur de guerre, à œuvrer pour la recherche de la paix dans cette province. Dans une déclaration faite à Bunia, l'Unadi estime que le retour au pays, après plus d'un an d'exil en Ouganda du chef coutumier et ancien chef de milice, Yves Kahwa est un signe fort pour inciter d'autres acteurs politiques et communautaires à unir leurs efforts en faveur d'une paix durable dans cette province déchirée par les conflits armés.

400 conflits coutumiers et communautaires recensés en Ituri en 2024. Selon le responsable de la Division provinciale des affaires coutumières ces conflits ont engendré d'énormes conséquences sur la vie sociale de la population, et favorisé même la création des groupes armés qui sèment terreur et désolation en Ituri. Il appelle les chefs

coutumiers à s'impliquer activement dans les différentes approches de paix initiées par le gouvernement pour restaurer la paix dans la province.

Le comité de pilotage du Cadre de coopération pour le développement durable étudie des mécanismes pour réussir ses projets. La rencontre stratégique du comité de pilotage du Cadre de coopération pour le développement durable mardi à Kinshasa a permis de faire le point sur les priorités nationales pour la période 2025-2029. Les principaux acteurs ont évoqué des questions liées à la décentralisation, à la justice transitionnelle, ainsi qu'à l'insertion des ex-combattants dans le cadre du PDDRC-S. Bruno Lemarquis, coordonnateur du système des Nations unies, a souligné les défis à relever pour la réussite de ce programme : « La nouvelle situation dans certaines régions du Nord et du Sud-Kivu, avec des autorités de facto, la question de financement et de développement, la transition liée au désengagement de la Monusco, et ce que j'appelle les tropismes de l'Est, où les partenaires sont surtout présents dans certaines zones du pays et beaucoup moins dans d'autres ». Pour sa part, secrétaire général au Plan, estime qu'il faut une bonne volonté politique pour la mise en œuvre de ces projets. De son côté, représentant le secrétaire général au Développement rural, a souligné la nécessité d'investir dans des routes de desserte agricole.

Le M23 quitte les pourparlers avec le gouvernement congolais sous médiation qatarie. La délégation du mouvement rebelle M23/AF, a quitté Doha mardi pour retourner à Goma, où l'AFC/M23 a établi son quartier général depuis plusieurs semaines. Selon nos sources, les représentants du gouvernement congolais auraient insisté pour que le communiqué de Doha mentionne explicitement qu'il faisait suite à la rencontre entre les présidents Félix Tshisekedi et Paul Kagame. L'AFC/M23 aurait rejeté cette requête, arguant que le différend entre Kinshasa et Kigali ne les concernait pas, la rébellion ayant ses propres revendications et motivations. Un autre point de discorde : les émissaires du Gouvernement auraient souhaité que les deux parties s'engagent à encourager les groupes armés à déposer les armes, ce à quoi l'AFC/M23 se serait opposé, accusant Kinshasa de collaborer avec plusieurs de ces mêmes milices. La rébellion aurait exigé le retrait des militaires des Fardc et de leurs partenaires, les combattants Wazalendo, de Walikale, récemment réoccupé par ses forces après le retrait des rebelles. Le M23 considère ce retrait de Walikale et son repositionnement comme un signe de bonne foi. Cependant, le principal obstacle et point de désaccord résiderait dans les conditions préalables posées par les rebelles, et transmises à la médiation qatarie avant les négociations. L'AFC/M23 accuse le gouvernement de les avoir ignorées, y voyant une preuve de mauvaise foi.

Walikale : les villages Mikumbi, Miba et Kashebere vidés après des combats entre M23 et Wazalendo. Ces nouveaux affrontements surviennent après plusieurs jours de trêve observés dans cette zone, où les rebelles étaient censés avoir retiré leurs troupes depuis plusieurs semaines. Bien qu'une accalmie semble régner ce mercredi, nos sources estiment que la situation reste volatile. Les mêmes sources craignent un plan du M23 visant à reconquérir Walikale, après le retrait de leurs troupes mi-mars dernier, conformément à leur décision de repositionnement. Cette hypothèse serait confirmée par un renforcement en armes et en hommes des positions AFC/M23 dans le groupement Luberike.

À Doha, Kinshasa et M23 décident d'une trêve devant conduire à un cessez-le-feu effectif. D'un commun accord, ces deux parties ont ainsi réaffirmé leur attachement à une cessation immédiate des hostilités, rejetant catégoriquement tout discours de haine et d'intimidation. Selon ce document, ce dialogue portera sur les causes profondes de la crise en cours ainsi que sur les modalités concrètes de sortie de conflit dans les territoires de l'Est du pays. Enfin, les deux parties s'engagent à respecter immédiatement ces engagements tout au long des pourparlers, jusqu'à leur conclusion. Elles appellent le peuple congolais, les chefs religieux et les médias à soutenir et à relayer ce message d'espoir et de paix.

Jeudi 24 avril.

Démantèlement à Kinshasa d'un réseau de falsificateurs des permis de conduire, vignettes et cartes roses. Sept agents de l'administration des Transports ont été interpellés, à la suite d'une enquête lancée par le vice-premier ministre des Transports. Le ministre des Transports avait lancé, le 25 novembre 2024, la délivrance des permis de conduire biométriques sécurisés avec puce, visant à : améliorer la sécurité routière, réduire les accidents de circulation, encourager le respect du code de la route. Le gouvernement congolais avait suspendu, le 22 septembre 2017, l'octroi des permis de conduire, en vue de la mise en circulation imminente des permis véritablement biométriques à l'échelle nationale. Cette mesure visait à lutter contre les falsifications, tout en protégeant les citoyens contre les escroqueries liées aux faux permis.

L'ONU alarmée par l'ampleur des abus sexuels à l'encontre des femmes et des enfants. Ces violences sexuelles sont couramment utilisées comme une tactique de guerre pour « terroriser et punir les populations civiles ». Les femmes et les enfants sont les premières cibles de cette terreur organisée. Dans les deux Kivu, la multiplication des attaques contre des camps pour personnes déplacées force notamment des milliers de personnes à fuir sans protection vers des

zones plus dangereuses encore, où elles sont susceptibles de subir de telles violences. « Cette horrible tendance s'inscrit également dans un contexte plus large de violations graves à l'encontre des enfants, notamment le recrutement et l'utilisation, l'enlèvement et d'autres formes de violence », précise le communiqué. Malgré l'ampleur du désastre, les services d'aide se réduisent. Les survivants sont confrontés à des hôpitaux bombardés, à des pénuries de médicaments et à l'absence de kits de prophylaxie, qui permettraient aux survivantes de viols de ne pas contracter des maladies sexuellement transmissibles, dont le virus du sida.

13 cas de Mpox notifiés dans la province de l'Ituri. Cinq zones de santé en Ituri sont touchées par la maladie de Monkey pox, sur les trente-six que compte la province. Il s'agit des zones de santé de Tchomia, Rwampara, Komanda, Lita et Aru.

D'après la division provinciale de la santé, dans la zone de santé de Rwampara, parmi les cas confirmés figure un enfant d'environ 14 ans, contaminé par un adulte venu du Nord-Kivu. Elle recommande de renforcer les mesures d'hygiène, le lavage régulier des mains avec du savon, l'usage de masques et éviter de tout contact physique avec les malades.

Tanganyika : arrestation d'une cinquantaine d'évadés de la prison de Kalemie. Le 19 février dernier, plus de 350 détenus se sont évadés de la prison centrale de Kalemie, entraînant une hausse inquiétante de la criminalité dans la ville. Face à cette situation, les forces de l'ordre intensifient leurs opérations de recherche pour retrouver les fugitifs et restaurer la sécurité dans la région.

26 acteurs de la société civile de Beni formés pour lutter contre la désinformation et les discours de haine. Cette formation est organisée par la section des Affaires civiles de la Monusco. Elle vise à outiller les participants afin qu'ils puissent, à leur tour, sensibiliser les leaders locaux aux dangers de ces fléaux, qui sapent le travail des autorités à tous les niveaux, ainsi que celui de leurs partenaires. À l'issue de cette formation, les participants vont élaborer un mécanisme de suivi pour atténuer les effets négatifs de ces fléaux et promouvoir la cohésion sociale ainsi que la paix au Nord-Kivu.

Des cas de meurtre, d'exactions et de recrutements forcés se multiplient dans le Sud-Kivu. Ces actes, commis par des hommes armés, se multiplient contre la population civile. Hormis les meurtres, les vols et les viols commis par des hommes armés non autrement identifiés dans les entités de la province du Sud-Kivu, les défenseurs des droits humains évoquent également les recrutements forcés de jeunes au sein du mouvement rebelle M23/AFC. Le site minier de Luhihi, dans le territoire de Kalehe, a été la cible de telles opérations mercredi. Des jeunes creuseurs artisanaux ont été recrutés moyennant une motivation matérielle de 10 USD. Les résistants ont été sommés de quitter ce puits minier sans condition.

Les quartiers Cirato, Kakenge, Kabuga et bien d'autres encore ont subi ces opérations de recrutement forcé. La cité de Kavumu, située non loin du puits d'or de Luhihi, enregistre régulièrement des incursions d'hommes armés. Par ailleurs, les couvents des prêtres, des sœurs religieuses et trois résidences de changeurs de monnaie ont été ciblés.

La RDC élabore une nouvelle politique salariale des agents publics. Le Président de la République a donc appelé les participants à élaborer une politique salariale équitable, moderne et durable pour les fonctionnaires de l'État. Cette nouvelle politique salariale « devra impérativement garantir une rémunération juste, fondée sur les efforts fournis, les qualifications obtenues et les responsabilités assumées, sans favoritisme entre les agents ». Il a parlé d'une grille salariale unique, visible et accessible à tous, prenant en compte le grade, l'ancienneté et appliquée de manière uniforme.

Nord-Kivu : 8 cas suspects d'anthrax, dont un décès, en 10 jours, dans les territoires de Rutshuru et de Lubero. Des mesures de riposte, renforcées par une forte sensibilisation des habitants, sont en cours pour limiter la propagation de cette maladie. Les premiers signes de cette maladie avaient été signalés début avril dernier dans les eaux de la rivière Ishasha et du lac Édouard, près de Nyakakoma, causant la mort d'au moins 50 hippopotames. L'anthrax est une infection potentiellement mortelle due à *Bacillus anthracis*, une bactérie Gram positive en forme de tige. La maladie peut affecter la peau, les poumons ou, plus rarement, le tube digestif.

Vendredi 25 avril.

Négociations entre Kinshasa et l'AFC/ M23 : des défis majeurs persistent. La déclaration conjointe signée le 23 avril, prévoit une trêve avant le cessez-le-feu, la fin des discours de haine et un appel à la mobilisation des communautés pour la paix. Mais sur le terrain, de nombreux défis pèsent sur sa mise en œuvre. Le premier défi reste celui de la présence d'acteurs armés non-signataires, particulièrement les groupes armés « Wazalendo » actifs dans certaines zones du Nord et du Sud-Kivu. Leur position vis-à-vis de la déclaration demeure floue, et toute action hostile de leur part pourrait compromettre les efforts en cours. Autre défi : la nécessité, pour le gouvernement et l'AFC /M23, de poser des actes concrets de désescalade. Cela impliquerait d'instaurer un climat de confiance, d'éviter les

provocations ou mouvements militaires pouvant raviver les tensions. La moindre friction pourrait tout faire voler en éclats.

Processus de paix de Doha : LUCHA met en garde contre un accord qui récompenserait des auteurs de crimes graves. Dans une déclaration jeudi à Butembo, au Nord-Kivu, ce mouvement engagé pour la défense des droits humains alerte sur les risques liés à la signature d'un accord qui accorderait l'amnistie aux auteurs de crimes graves, favoriserait l'intégration collective des rebelles dans l'armée ou leur donnerait accès à des postes de responsabilité politique. Ce groupe plaide pour un dialogue national inclusif ainsi que des réformes profondes, afin d'aboutir à une paix véritable et durable. Le Qatar, le Rwanda et la Belgique ont salué la déclaration conjointe entre Kinshasa et l'AFC/M23.

Dans les zones contrôlées par l'AFC/M23, des enseignants sans salaire depuis trois mois. Des écoles contraintes de faire payer les familles. À l'Institut Kibona, une école conventionnée protestante, la vie des enseignants est devenue plus pénible. Pour leur permettre de survivre, l'école est contrainte de faire payer aux élèves 50 000 FC, soit 16 dollars. Mais cette contribution reste lourde à porter pour de nombreuses familles, elles-mêmes affectées par les violences et le déplacement forcé. Le fonctionnement des écoles est aussi compromis. Outre les salaires, l'argent alloué au fonctionnement des écoles n'est plus envoyé. « Ce sont les chefs d'établissement qui doivent se débrouiller pour que l'école fonctionne. Pour avoir la craie, les documents des enseignants... c'est le directeur lui-même ». (RFI)

Le Fonds mondial alloue 751 000 USD annuel pour la lutte contre le paludisme dans la Tshopo. L'enveloppe indicative de 751 000 USD par an servira à des opérations de déploiement des intrants, ainsi qu'à l'appui à la communication et au système de santé. Il couvrira également le coût des équipements nécessaires à la lutte contre le paludisme, tels que des moustiquaires, des tests de diagnostic, des antipaludiques pour les formes simples et graves, le sulfadoxine destiné aux femmes enceintes, ainsi que tous les intrants nécessaires à la lutte contre les maladies diarrhéiques et la pneumonie, inclus dans les kits de soins communautaires, conclut le docteur Joris Liwela.

Bunia : les chefs coutumiers de l'Ituri dénoncent l'ingérence des leaders de groupes armés dans la gouvernance de leurs entités. Pendant trois jours, les chefs coutumiers de l'Ituri ont identifié les types de conflits coutumiers qui entravent la cohabitation pacifique entre les communautés dans leurs juridictions : conflits de pouvoir, conflits de limites et conflits liés au partage des ressources naturelles. Ces conflits provoquent des frustrations et alimentent la formation de groupes armés, ont expliqué les participants. Il est urgent de prendre du recul face à l'ingérence de certains leaders de groupes armés dans la gestion des affaires coutumières. Ce séminaire de trois jours, a réuni une centaine de participants.

Un projet de 50 milliards USD pour désengorger la ville de Kinshasa d'ici 2030. Le but étant de désengorger la capitale congolaise qui pourrait devenir surpeuplée d'ici 2030. Ce projet vise à créer une extension moderne de la ville, capable d'accueillir jusqu'à 5 millions de personnes. Avec un coût estimé à 50 milliards de dollars, cette nouvelle cité sera construite sur une superficie de 43.000 hectares dans la commune de Maluku, à 45 kilomètres de Kinshasa. Les travaux s'étaleront sur une période de huit ans. Il ne sera pas financé par l'État congolais, mais par des partenariats publics privés (PPP) pilotés par le promoteur financier anglo-suisse Carousell Finance. À ce jour, plus 18 milliards de dollars ont déjà été réunis, indique le président fondateur de Carousell Finance, Jafar Hilali. "Kinshasa Kia Mona" comprendra des immeubles résidentiels, un quartier financier, des hôpitaux, une université et une cité industrielle avec 1 500 usines. Le chantier devrait générer environ 30 000 emplois dès son lancement.

Vol inaugural d'Air Tanzania entre Dar es Salaam et Kinshasa. Lancement officiel de la ligne aérienne devant relier Dar es Salaam et Kinshasa. Il y aura quatre rotations entre les deux capitales avant d'atteindre quelques pays d'Asie, dont la Chine et les Émirats Arabes Unis, a déclaré à l'Agence congolaise de presse (ACP) un membre de la délégation.

Kinshasa : l'attente interminable des requérants des passeports biométriques. Les délais d'attente pour obtenir un passeport à Kinshasa se font de plus en plus longs. Si certains chanceux arrivent à obtenir le précieux document en quelques semaines, d'autres doivent patienter plusieurs mois. Ces retards affectent particulièrement les travailleurs devant regagner leurs postes à l'étranger, les malades nécessitant des soins urgents hors du pays, et les étudiants devant rejoindre leurs universités à l'international. Ces délais prolongés compliquent considérablement leurs projets et leur quotidien.

La RDC et le Rwanda signent une « déclaration de principes » pour la paix et le développement économique dans la région des Grands lacs. La déclaration a été signée à Washington par la ministre congolaise des Affaires étrangères, et son homologue rwandais, en présence du secrétaire d'État américain, Marco Rubio. Les deux pays s'engagent mutuellement à respecter la souveraineté et les frontières établies. Kinshasa et Kigali promettent de soutenir

l'intégration économique régionale, en renforçant la transparence dans les chaînes d'approvisionnement des minerais critiques. L'objectif est de permettre aux deux nations de profiter des ressources naturelles abondantes dans la région grâce à des partenariats économiques et des investissements mutuellement bénéfiques, détaille le document publié par le Département d'Etat américain. Par ailleurs, les deux pays voisins s'engagent à faciliter le retour des réfugiés et des déplacés internes.

Samedi 26 avril.

Négociations entre Kinshasa et l'AFC/M23 : la société civile dénonce son exclusion, des tractations bilatérales entre la RDC et le Rwanda sous l'égide des États-Unis d'Amérique. Ces discussions, qui engagent l'avenir du pays, se déroulent à huis clos, sans témoin, sans garde-fou, et sans les représentants légitimes de la population. Cette mise à l'écart traduit non seulement un mépris de la transparence, mais aussi un déni de la participation citoyenne, pourtant essentielle à toute dynamique de paix durable et de gouvernance responsable.

Le collectif de 50 députés nationaux dénonce la violation des immunités parlementaires de Matata Ponyo et exige la démission du procureur général près la Cour constitutionnelle. Ce dernier a requis, le 23 avril, 10 ans de travaux forcés et de servitude pénale contre lui et ses coprévenus, et a également ordonné l'arrestation immédiate de l'ancien Premier ministre, qui écope également de 10 ans d'inéligibilité dans l'affaire du parc agro-alimentaire de Bukanga-Lonzo. Le C50, qui regroupe des députés de toutes tendances politiques, a réaffirmé que, concernant le dossier opposant le procureur général à Matata Ponyo, « la plénière, souveraine, doit protéger le député visé, détenteur de l'immunité parlementaire ».

Les Wazalendo/APCLS reprennent le contrôle de villages stratégiques dans le Masisi. Cette avancée fait suite à de violents affrontements qui les ont opposés, le 25 avril, aux rebelles de l'AFC/M23 sur plusieurs axes du secteur Osso Banyungu. La reprise de ces villages permet aux Wazalendo/APCLS de consolider leurs positions dans la région. D'autres affrontements ont également été signalés à Bukombo, dans le territoire de Rutshuru. Ces combats surviennent alors que la RDC et le Rwanda viennent de signer à Washington une déclaration de principes pour la paix.

Au Nord-Kivu, la vie cauchemardesque des sinistrés des affrontements de janvier et février 2025. Longtemps considérée comme le verrou avant Goma, la cité de Sake a été au cœur de violents affrontements entre l'armée congolaise et les éléments de l'AFC/M23. Depuis la prise, fin janvier, de Goma, la capitale provinciale, à une vingtaine de km de là, les personnes qui avaient quitté leur maison sont retournées chez elles. Livrées à elles-mêmes, elles endurent la faim et d'autres difficultés, malgré un retour progressif de la sécurité dans la zone. La sécurité est revenue, mais nous allons mourir de faim. Que les autorités nous aident avec la nourriture... Nous traversons une période difficile. Lorsqu'on se rend au champ, on peut tomber sur des engins explosifs. Du coup, nous avons peur d'y aller. » À Sake, des centaines d'autres maisons sont encore en ruines. Et d'autres ont été vidées de leurs habitants. (RFI)

Justicia ASBL et l'IRDH dénoncent la présence militaire à la ferme de l'opposant Moïse Katumbi à Kipushi. Justicia ASBL et l'Institut de recherche en droits humains (IRDH) qualifient cette présence d'« acte d'intimidation » et relèvent un parallèle avec les annonces de saisie de biens de l'ancien président Joseph Kabila, soulignant une logique répressive systématique contre les opposants. Ils soulignent que ces pratiques sapent les efforts de réconciliation nationale prônés par le président Félix Tshisekedi, notamment après l'accord de Doha du 23 avril 2025 censé favoriser un dialogue inclusif. Justicia ASBL et l'IRDH exigent : le retrait immédiat des militaires de la ferme Futuka et la restitution des biens confisqués, dont les véhicules de Moïse Katumbi, la libération des prisonniers politiques et la régularisation des passeports des opposants contraints à l'exil. Les ONG exhortent le gouvernement à privilégier des mesures apaisantes, conformes à l'État de droit. Elles rappellent que la réconciliation nationale passe par le dialogue et le respect des libertés politiques.

Paix dans l'Est: Dr Mukwege contre la multiplication des initiatives dispersées. Il insiste sur la nécessité d'éviter, dans les efforts de paix, de répéter les erreurs du passé qui ont prolongé et aggravé la crise et l'instabilité en RDC. Il fait toutefois exception à l'accord-cadre d'Addis-Abeba, signé en 2013, qu'il considère comme une initiative notable. Pour ce prix Nobel de la paix, les accords précédents ont souvent été motivés par des intérêts à court terme. Cela a notamment conduit à la promotion de seigneurs de guerre au sein des institutions de l'État et à l'intégration de groupes armés dans les forces de défense et de sécurité congolaises, sans pour autant apporter la paix à la population. Malgré tout, Denis Mukwege observe que la communauté internationale n'est plus indifférente face à la tragédie congolaise. Il cite, entre autres, les mesures restrictives adoptées par les États-Unis et l'Union européenne contre le Rwanda, y compris la suspension de l'aide internationale. Pour lui, cela illustre un début de prise de conscience.

Dimanche 27 avril.

Beni : 800 ex-combattants attendus à l'opération de remise des cartes d'identification biométrique. Le Programme de démobilisation, désarmement, réinsertion communautaire et stabilisation (PDDRC-S) a lancé, 26 avril, l'opération de remise des cartes d'identification biométrique aux ex-combattants à Beni (Nord-Kivu). Cette carte permet d'identifier les ex-combattants et leur donne accès à la formation professionnelle. Pour sa part, le vice-gouverneur du Nord-Kivu a lancé un appel aux combattants encore actifs pour qu'ils rejoignent cette initiative.

RDC-Rwanda: ce que contient la déclaration de principes signée à Washington

Ce n'est pas encore un accord de paix. Ce n'est même pas encore un projet d'accord, mais la déclaration de principes signée vendredi 25 avril par les ministres rwandais et congolais des Affaires étrangères définit un cadre, une base, en vue d'un avant-projet d'accord attendu pour le 2 mai. Parmi les points essentiels à retenir figure la reconnaissance mutuelle de la souveraineté et de l'intégrité territoriale. Il s'agit là d'un point sensible, car Kinshasa a toujours considéré le conflit actuel comme une agression extérieure et les rapports d'experts de l'ONU évoquent la présence d'au moins 4 000 soldats rwandais sur le sol congolais, depuis la réapparition du M23, ce que Kigali dément catégoriquement. De son côté, le Rwanda accuse les Fardc, l'armée congolaise, de collaborer avec les FDLR, un groupe armé hostile à Kigali, et rappelle que son propre territoire a subi plus de trente attaques depuis 1997, dont plus de vingt depuis 2018. Dans ce document, les deux pays s'engagent à ne plus soutenir de groupes armés non étatiques. Même si la déclaration ne les cite pas nommément, il s'agit, selon des experts, de l'AFC-M23 pour le Rwanda, et des FDLR pour la RDC. Autre point majeur, celui de la coopération économique et minière. Kinshasa et Kigali veulent encadrer l'exploitation des ressources naturelles, renforcer la transparence et attirer des investissements mutuellement bénéfiques, notamment américains. L'objectif affiché consiste à transformer l'économie régionale en s'appuyant sur des mécanismes déjà existants. Enfin, la déclaration prévoit la facilitation du retour des déplacés et réfugiés. Le Rwanda affirme héberger aujourd'hui au moins 100 000 réfugiés congolais. Si, à ce stade, la reconnaissance du respect de l'intégrité territoriale de chacun, l'engagement de bannir toute action ou discours remettant en question la validité des frontières, ou encore celui de ne plus fournir de soutien militaire à des groupes armés non-étatiques semblent plutôt profiter à la RDC, le Rwanda n'est pas en reste. Selon plusieurs experts, l'intégration de la question du commerce dans le secteur minier à la déclaration représente en effet plutôt un avantage pour Kigali qui profite d'une certaine avance dans ce domaine, voire se positionne déjà comme un hub régional. Alors que le pays est équipé d'une fonderie d'étain, d'une raffinerie d'or et d'une raffinerie de tantale, l'accord en perspective pourrait lui permettre de renforcer encore sa capacité à traiter localement des minerais stratégiques. (RFI)

Kisangani : des journalistes et des étudiants formés sur le code numérique. Cet atelier a consisté à informer, former et protéger la jeunesse contre la désinformation, aux images générées par l'intelligence artificielle ainsi que beaucoup d'autres informations non vérifiables. La RDC s'est dotée d'une loi sur le numérique depuis 2023. Ce cadre juridique institue les droits et obligations et la violation de ces dernières expose le journaliste et autres utilisateurs des réseaux sociaux à des poursuites judiciaires. Cependant, précise Maître David Otemikongo, avocat, il existe des principes de défense pour un journaliste poursuivi pour désinformation. « Nous avons premièrement rappelé les principes de la liberté d'expression, et les principes de la liberté de presse, garantis par l'article 23 de la constitution mais cela doit se faire conformément à la loi et dans le respect de l'ordre public... », a-t-il précisé.

Tanganyika : cinq militaires tués et un Chinois enlevé par des coupeurs de route. L'incident s'est produit sur l'axe Kalemie – Kabimba, à l'endroit dénommé "Kipori" à une quarantaine de km de Kalemie. Le convoi est tombé dans une embuscade tendue par des coupeurs de route. Des bandits armés ont attaqué les véhicules et tué sur place cinq militaires qui escortaient le convoi, un militaire qui a été blessé est décédé par la suite. Ils ont en outre blessé le chauffeur. Ce dernier a été conduit dans une structure médicale. Ces malfaiteurs ont également kidnappé un ressortissant Chinois employé de la cimenterie GLC, rapportent les mêmes sources. Le kidnapping des Chinois est fréquent sur l'axe Kalemie-Kabimba. En 2024, 4 militaires qui escortaient des Chinois avaient été tués par des coupeurs de route et 4 autres Chinois de la société GLC kidnappés sur le même axe. Leur libération avait été conditionnée par le paiement d'une forte rançon.

Kinshasa : la rivière Ndjili a perdu 40 mètres de sa largeur à cause des constructions anarchiques. Selon les experts, la rivière Ndjili mesurait 64 mètres de large en 2002. Aujourd'hui, elle n'en fait plus que 24. Cela signifie que 40 mètres ont été remblayés par l'homme, ce qui empêche l'eau de s'écouler normalement vers le fleuve. Cette situation a contribué au débordement de la rivière début avril, après de fortes pluies enregistrées dans la province du Kongo-Central. Les eaux ont inondé plusieurs quartiers de Kinshasa, causant d'importants dégâts matériels et humains. Le gouvernement avait alors fait état de plus de 150 morts, de nombreux blessés et de maisons détruites. Plusieurs sinistrés sont actuellement pris en charge dans les sites d'hébergement installés à Tata Raphaël, Lumumba 1 et 2. Les zones concernées par ces constructions illégales sont situées le long de la rivière Ndjili, de Mont-Ngafula (quartier Lemba-Imbu), en passant par Kisenso (quartiers Kabila, ex-Anciens Combattants, Gare, Bikanga), jusqu'aux quartiers Debonhomme (Matete) et Kingabwa (Limete). Autrefois consacrées à l'agriculture, notamment à la riziculture, ces

zones marécageuses, pourtant déclarées non aedificandi, sont aujourd’hui occupées par des habitations érigées sans autorisation. (Actualité.CD)

Un mois après l'arrivée de l'UPDF, les activités reprennent à Fataki. Le marché a repris partiellement, les églises ont repris les activités avec le retour des prêtes et sœurs religieuses, l'hôpital général de référence de Fataki a repris avec les activités des soins. Sauf, les activités scolaires n'ont pas encore repris, depuis deux mois et demi de fermeture. Les élèves étaient dispersés et d'autres tués, les enseignants ont fui. Malgré quatre ans de l'état de siège, la région n'a pas recouvré la paix ; jusqu'à ce que le chef de l'Etat ait fait recours à l'armée d'un pays voisin.

Lundi 28 avril.

Malgré les engagements signés à Doha et à Washington, les affrontements continuent au Nord et Sud-Kivu. Au Sud-Kivu, les rebelles de l'AFC/M23 ont pris dimanche le centre de Kaziba dans le territoire de Walungu; après une offensive lancée la veille contre les Wazalendo et les Fardc. Cette avancée leur ouvre l'accès aux hauts plateaux de Minembwe, où leurs alliés Twirwaneho-Gumino et Android étaient bloqués. De violents combats ont aussi éclaté samedi à Irhambi-Katana entre les Wazalendo et l'AFC/M23. Les rebelles renforcent en parallèle leurs positions dans les territoires de Kabare et de Kalehe. Au Nord-Kivu, les rebelles se sont retirés de leur position avancée de Kibati dans Walikale. En revanche, dans le Masisi, de violents combats les ont opposés vendredi aux combattants de l'APCLS sur plusieurs axes du secteur Osso Banyungu. Le manque de confiance et la méfiance entre les deux camps, d'une part, et l'absence d'un mécanisme de surveillance du cessez-le-feu et d'une force d'interposition, risquent de compromettre les efforts diplomatiques en cours, selon certaines sources.

Reprise timide des activités scolaires à Masisi après les combats entre Fardc et Wazalendo. Cette reprise reste fragile et concerne uniquement une partie des élèves, la majorité demeurant absente en raison de la persistance de l'insécurité et du traumatisme causé par les récents combats. Seuls quelques élèves ont retrouvé le chemin de l'école. Les enseignants eux-mêmes ne sont pas épargnés par cette précarité. Beaucoup dispensent les cours alors qu'ils souffrent de la faim, faute de rémunération régulière. « Nous demandons aux autorités de faire un effort pour nous payer, car il est difficile d'enseigner dans ces conditions de faim ». Un directeur d'école primaire exprime sa crainte que les combats signalés vers Nyabiondo le 25 avril n'incitent davantage de parents à garder leurs enfants à la maison, aggravant la baisse déjà significative des effectifs scolaires. Il ajoute que, faute de moyens, il doit parfois s'endetter pour acheter de la craie et d'autres fournitures nécessaires à la continuité des cours : « Les écoles fonctionnent au strict minimum, mais nous ne pourrons pas tenir longtemps », alerte-t-il, appelant également à une aide d'urgence.

11 717 opérateurs économiques sommés de payer leurs impôts, avant le 5 mai prochain, auprès de leurs services gestionnaires. Dans un communiqué le ministère des Finances a annoncé plusieurs sanctions contre les réfractaires, parmi lesquelles le gel des avoirs bancaires, des poursuites judiciaires et l'annulation de contrats de sous-traitance.

Les Wazalendo accusés de plusieurs abus et exactions contre les civils dans le Masisi. Selon une organisation locale de défense des droits humains, dont les propos sont corroborés par des sources administratives locales du secteur de Katoyi, au moins dix formes de violations des droits humains auraient été perpétrées par le groupe armé PARECO-FF, dirigé par le chef milicien Kigingi Jean de Dieu. Parmi ces abus figurent l'instauration d'une administration fiscale et judiciaire parallèle imposée par cette milice dans le secteur de Katoyi. Le groupe, qui se revendique membre de la coalition VDP/Wazalendo, impose des taxes illégales dans tous les villages du secteur. Les leaders de la milice se chargent eux-mêmes de juger les litiges, qu'ils soient fonciers ou conjugaux. De plus, ce groupe aurait multiplié les barrières illégales à travers le secteur, exigeant des taxations illicites à tous les voyageurs.

Zone de santé de Pinga : plusieurs structures sanitaires connaissent une rupture de stocks de médicaments, l'approvisionnement est difficile à cause de l'insécurité. Dr Placide Ngango fait savoir que toutes les structures sanitaires de son entité sont touchées par cette situation, compliquant ainsi la prise en charge médicale des malades. Depuis l'offensive de la rébellion de l'AFC/M23 fin 2024 en direction de Pinga, cette cité a connu des perturbations dans la desserte en divers produits de première nécessité. Outre l'état de la route délabré, la présence des forces rebelles n'ont pas permis la communication par route entre Pinga et Goma. (Actualité.CD)

Début de l'identification et de l'orientation des ex-combattants de Lubero et Butembo. Le chef de l'antenne territoriale du Programme de désarmement, démobilisation et réinsertion communautaire (PDDRC-S) de Lubero-Butembo, dans le Nord-Kivu, invite tous les ex-combattants ayant déjà déposé les armes à se présenter afin de procéder à leur enregistrement biométrique et obtenir leur carte de démobilisation.

Butembo : le philosophat Regina Pacis de Vuhira célèbre ses 25 ans et appelle à l'aide L'établissement accueille des séminaristes issus de Butembo-Beni et d'autres régions comme Bunia, Kisangani, Mahagi-Nioka, Isiro, Bondo et Buta. Toutefois, il traverse actuellement des difficultés financières. « Nous ne recevons plus de subsides de Rome. Au

lieu de neuf mois de formation, nous devons nous contenter de six, sept ou huit mois. Un mois de formation représente un coût de 7 000 USD. Les infrastructures sont insuffisantes : il nous faut construire 2 nouveaux bâtiments, l'un pour le logement, l'autre pour un réfectoire plus spacieux. Un troisième bâtiment permettrait d'accueillir 40 nouveaux séminaristes, car les vocations ne cessent d'augmenter chaque année. Nous avons besoin d'aide ». En 25 ans, le philosophat Regina Pacis de Vuhira a formé 600 diplômés, dont 150 prêtres. Actuellement, 66 séminaristes y poursuivent leur formation.

RDC : près de 1200 cas suspects de choléra et 22 décès enregistrés en une semaine. Selon le ministre de la Santé, 1.198 cas suspects de choléra, dont 22 décès, ont été enregistrés au cours de la semaine dernière. En parallèle, le pays enregistre une augmentation significative des cas de variole de singe, également appelée Mpox. Le nombre de cas est passé de 1.453 à 2.044 en une semaine, soit une hausse de plus de 40 %. Bien que plus de 521.000 personnes aient été vaccinées, la maladie continue de se propager dans plusieurs provinces. Ces épidémies mettent en évidences les défaillances dans le système d'assainissement, particulièrement dans les zones rurales et périurbaines.

Sud-Kivu : au moins 250 candidats à la magistrature attendent leur nomination. Faisant partie des 883 magistrats réservistes, ils se disent disposés à servir la Nation partout où le gouvernement décidera de les affecter. Il y a deux semaines, un collectif de 800 candidats magistrats réservistes issus du concours de recrutement de 2022 a dénoncé des irrégularités présumées dans l'ordonnance présidentielle récente portant nomination de nouveaux magistrats. Selon eux, 200 magistrats nommés n'auraient pas satisfait aux exigences du concours, et ils ont évoqué des pratiques présumées de corruption ainsi que le non-respect des critères officiels.

Mardi 29 avril.

L'AFC/M23 poursuit le recrutement des jeunes dans le Nord-Kivu. À chaque séance, l'opération de recrutement est précédée de la sensibilisation sur la vision et la philosophie de l'AFC/M23. Les habitants des quartiers sont encouragés à convaincre les jeunes à adhérer à la rébellion. Les volontaires sont immédiatement accueillis pour être orientés vers les centres de formation idéologique, avant d'acquérir les notions sur le maniement des armes et rejoindre les combattants. La campagne de recrutement a lieu également le territoire de Nyiragongo, chefferie Bukumu, et dans la cité de Kitshanga, groupement Bukoma, en territoire de Rutshuru.

Tshopo : de nombreux PVV abandonnent leur traitement antirétroviral espérant une guérison spirituelle, dans leurs églises. Selon le médecin coordonnateur provincial du Programme national de lutte contre le VIH/Sida (PNLS), cette situation résulte principalement des promesses de guérison miraculeuse faites dans certaines églises, ainsi que du recours à des charlatans, guérisseurs et féticheurs. Il déplore déjà plusieurs cas de décès liés à l'abandon du traitement et craint que cette tendance n'accélère la propagation du virus dans la communauté. Le médecin rappelle également qu'il n'existe pas de guérison pour le VIH. Lorsqu'un patient interrompt son traitement antirétroviral, le virus continue de se multiplier et de progresser dans l'organisme, mettant ainsi sa vie en danger. Il se dit exaspéré de constater que des dizaines de personnes abandonnent leur traitement, risquant ainsi leur santé.

L'ASBL CADA exige du gouvernement des explications sur la déclaration de principes signée à Washington. L'ASBL Congo action pour une diplomatie agissante (CADA) estime que plusieurs aspects de cet accord soulèvent des interrogations et des inquiétudes parmi la population congolaise. Selon le CADA, de nombreux Congolais sont irrités par le fait que la déclaration évoque la paix sans aborder explicitement les crimes de guerre, les viols massifs et les massacres documentés par les Nations unies, et qu'aucun mécanisme de réparation n'est envisagé. Par ailleurs, l'organisation ne comprend pas comment il est possible de lutter contre les groupes armés sans mentionner, par exemple, le rôle du Rwanda, dont le retrait des troupes de la RDC a été exigé dans le soutien au M23. L'organisation souligne que les parties n'en sont qu'au stade des principes, qui ne constituent pas en soi un accord, mais plutôt une énumération de règles généralement reconnues en droit international. Elle invite ainsi les négociateurs congolais à garder la tête froide et à prendre en compte toutes les réserves exprimées par leurs compatriotes afin d'aboutir à un accord reflétant leurs attentes.

Kananga : le PNUD initie un projet d'utilisation de gaz de pétrole liquéfié pour la cuisine. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) compte mettre en place un projet sur l'utilisation de gaz de pétrole liquéfié pour la cuisine à Kananga (Kasaï-Central). Pour ce faire, il a recruté deux experts du cabinet Deloitte. Ces derniers viennent de boucler l'étude sur la faisabilité de ce projet.

Est de la RDC: les troupes de l'organisation d'Afrique australe SADC ont commencé à quitter Goma, ce 29 avril. Un retrait négocié avec le groupe politico-militaire AFC/M23 qui contrôle la capitale de la province du Nord-Kivu depuis fin janvier. L'organisation régionale ne précise pas combien d'hommes ont quitté les lieux ce mardi matin. L'organisation régionale confirme juste qu'il s'agit du premier contingent de la SAMIRDC à quitter Goma, en-dehors

d'environ 200 soldats blessés qui avaient déjà été évacués fin-février. Ces troupes sont parties tôt ce matin, par la route, dès l'ouverture de la frontière avec le Rwanda. Il ajoute que le retrait définitif de cette force militaire devrait s'achever d'ici fin-juin. Les effectifs de la SAMIRDC n'ont jamais été communiqués, mais les analystes estiment qu'ils étaient d'environ 1 300 hommes. Composée de soldats d'Afrique du Sud, du Malawi et de la Tanzanie, cette force était déployée depuis décembre 2023, pour soutenir l'armée congolaise et empêcher la progression du M23. Depuis la prise de Goma par les rebelles, les effectifs de la SAMIRDC étaient réfugiés dans une base de la Monusco à Goma, sans pouvoir en sortir. (RFI)

Des déplacements massifs signalés dans plusieurs localités du Nord-Kivu à la suite de l'insécurité. Cette vague de déplacements est principalement attribuée à la recrudescence de la criminalité et à l'insécurité persistante, poussant de nombreuses familles à chercher refuge dans des zones considérées comme plus sûres, notamment la ville de Goma. Des individus armés opèrent régulièrement la nuit, allant de porte en porte, dépouillant complètement les maisons et malmenant sérieusement les occupants. Selon Ocha, près de 600 000 personnes déplacées se trouvent actuellement autour de Goma, et les besoins humanitaires, en nourriture, abris et soins médicaux, dépassent largement les capacités de réponse.

Démolition des constructions anarchiques à Kinshasa : de nombreuses familles sans abri. Moins de 48 heures après le début des démolitions, la gare de Kintambo présente un paysage de désolation. Les débris des maisons démolies jonchent le sol, mêlés à des effets personnels abandonnés : matelas, réfrigérateurs, réchauds, armoires... autant de biens perdus. Ces démolitions ont également affecté plusieurs commerces, dont certains occupants affirment détenir des documents de l'Office national des transports (ONATRA) leur permettant d'exploiter ces espaces. L'opération s'inscrit dans le cadre du projet de réhabilitation du chemin de fer reliant la gare centrale à Kintambo. Cette initiative visa à fluidifier la circulation dans cette partie de la capitale.

L'Université de Kinshasa lance des travaux d'assainissement. Étudiants et membres du personnel ont répondu à l'appel du comité de gestion, s'équipant d'outils de travail pour procéder au nettoyage et à la collecte d'immondices à travers le campus. Le recteur de l'Unikin, le professeur Jean-Marie Kayembe, a annoncé que des mesures seront prises afin de pérenniser cette activité et garantir un environnement plus sain aux étudiants.

Mercredi 30 avril.

Une requête déposée au Sénat pour lever l'immunité de l'ex-président Joseph Kabila. En RDC, la justice militaire a officiellement saisi le Sénat pour demander la levée de l'immunité de Joseph Kabila. L'ancien président, aujourd'hui sénateur à vie, est soupçonné de liens avec l'Alliance Fleuve Congo, la branche politique du M23. Il est poursuivi pour trahison, crimes de guerre, crimes contre l'humanité et participation à un mouvement insurrectionnel. Les faits reprochés sont postérieurs à son mandat présidentiel. Et le ministre de la Justice, d'affirmer que les éléments sont désormais réunis. « La Justice a rassemblé un maximum de preuves tangibles et irréfragables qui étaient l'implication claire du sénateur à vie Joseph Kabila Kabange dans les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, les massacres des paisibles citoyens, civils et militaires en ce moment dans la partie est du pays ». Le Sénat, dominé par la majorité présidentielle, doit maintenant se prononcer. L'autorisation de poursuite permettrait aussi à la justice d'agir sur le patrimoine de l'ancien président. « La justice a répertorié tous les biens mobiliers et immobiliers du sénateur à vie Joseph Kabila, se trouvant aussi bien en RDC qu'en dehors du territoire national. La justice attend l'autorisation expresse de poursuites pour que des saisies conséquentes à titre préventif et conservatoire soient opérées conformément aux lois de la République », a souligné le ministre de la Justice. (RFI)

Calvaire des enseignants dans les zones occupées par l'AFC-M23. La quasi-totalité des enseignants des territoires de Masisi, Rutshuru et Nyiragongo n'ont pas encore reçu leurs salaires depuis janvier 2025 à cause de l'indisponibilité des banques. Ce qui les rend encore plus vulnérables parmi toute la population. Ces enseignants devraient recevoir leurs salaires par voie électronique pour subvenir aux besoins de leurs familles pendant cette période de crise sécuritaire, qui empêche les opérations de paie normales via la Caritas. Après une longue attente dans les conditions très difficiles, l'intersyndicale des enseignants de Masisi a saisi la ministre de l'Enseignement et Nouvelle citoyenneté dans une correspondance du 28 avril. Ils menacent de boycotter toutes les activités scolaires, pédagogique et évaluative.

Maxime Prévot à Beni : « Le Royaume de Belgique entend mobiliser ses leviers d'actions diplomatiques pour amplifier l'aide humanitaire et sanitaire ». Au cours de sa visite à Beni, chef-lieu provisoire de la province du Nord-Kivu, le chef de la diplomatie belge a exprimé sa solidarité envers la population du Nord-Kivu, victime, selon lui, d'exactions dramatiques et inqualifiables. Il a souligné l'importance de maintenir la crise de l'est de la RDC au sommet de l'agenda international, rappelant que la Communauté européenne reste mobilisée pour soutenir des actions urgentes sur les plans sécuritaire, humanitaire, alimentaire et sanitaire. Il a insisté sur la nécessité d'un partenariat renforcé entre la Belgique, ses agences de coopération et les autorités provinciales, afin de garantir un impact concret et durable sur le terrain, au bénéfice des populations civiles du Nord-Kivu.

Le CICR évacue de Goma à Kinshasa des centaines de désarmés des Fardc et de la police, ainsi que leurs dépendants. Le Comité International de la Croix-Rouge précise que toutes ces personnes étaient gardées dans l'enceinte de la base de la Monusco à Goma. Une fois arrivés à Kinshasa, ces personnes seront prises en charge par les autorités de la RDC. Partout où il intervient à travers le monde, le CICR fait usage de son expérience pour faciliter le dialogue entre les parties concernées et instiller des considérations humanitaires dans les négociations. Dans ce cas précis, le CICR a été approché par le ministère de la Défense nationale, la Monusco et l'AFC/M23, pour agir comme intermédiaire neutre. Aux termes de l'accord conclu avec le CICR, les parties concernées se sont engagées à assurer la sécurité des personnes faisant partie des convois et à œuvrer pour la réussite de l'opération. Le CICR s'est également assuré que toutes les personnes ont consenti à être incluses dans ce transport.

Dr Roger Kamba : « La RDC figure parmi les pays les plus touchés par des maladies évitables par la vaccination, telles que la poliomyélite, la rougeole, la fièvre jaune, le paludisme, et plus récemment le Mpoxy ». Selon le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévoyance, la RDC est aussi parmi les pays ayant le plus grand nombre d'enfants non vaccinés ou sous-vaccinés. Cette situation est non seulement dramatique, mais aussi inacceptable. « J'appelle les autorités locales, leaders communautaires, responsables religieux, société civile ainsi que nos partenaires à s'unir et à agir pour faire de cette semaine, du 29 avril au 6 mai, un moment de rappel, de solidarité et d'engagement pour la santé de tous ».

Est de la RDC : les représentants des Etats-Unis et 5 autres pays conviennent de s'attaquer aux causes des crises en cours. Des représentants de la République togolaise, des USA, de la France, du Qatar, de la RDC et du Rwanda se sont réunis à Doha ce 30 avril. Ils ont convenu de s'attaquer, par le biais du dialogue, aux causes profondes des crises en cours et aux défis entravant la consolidation d'une paix durable dans la région. « Les discussions ont porté sur les efforts déployés pour faire face à la situation dans l'Est de la RDC, sur le dialogue en cours entre le Gouvernement de la RDC et le mouvement Alliance fleuve Congo/Mouvement du 23 mars (AFC-M23) ainsi que sur la situation humanitaire persistante dans la région qui continue de nécessiter une réponse urgente et coordonnée et durable ». Ils ont réaffirmé leur position commune concernant la nécessité pressante pour les partis en conflit de parvenir à une résolution sans délai, conformément aux engagements relatifs à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des deux pays. Les participants à cette réunion ont exprimé leur volonté de contribuer aux efforts en cours visant à renforcer la confiance mutuelle, instaurer un cessez-le-feu durable et parvenir à une résolution pacifique du conflit.

